

cite qui sous—tend la façon dont l'argument est normalement présenté, il n'est pas plus vertueux d'économiser que de consommer. La consommation n'est pas une mainmise sur les ressources communautaires. Il s'agit d'un échange entre particuliers à l'issue duquel les deux s'en portent sans doute mieux.

L'un a l'argent et l'autre a les produits et services, et c'est tout. Les produits et services sont toujours là: ils ont tout simplement changé de main. M. Brooks poursuit:

En annonçant la TPS, le gouvernement a quelque peu déformé l'argument en disant qu'il est plus juste de taxer la consommation étant donné que les gens peuvent choisir d'économiser ou de consommer et, partant, choisir de payer la taxe ou non. Or, pour les personnes à revenu faible et moyen, la possibilité d'économiser une partie de leurs revenus est exclue. En effet, ils doivent dépenser tout leur revenu tout simplement pour survivre en maintenant un niveau de vie adéquat.

Un deuxième argument relativement à l'équité qui est souvent utilisé pour justifier un déplacement de la taxation des revenus à la consommation est qu'une taxe à la consommation s'applique au revenu total des gens sur toute leur vie au lieu de s'appliquer, comme c'est le cas de l'impôt sur le revenu, à ce qu'ils gagnent sur une période de temps plus courte, généralement un an. Bien que l'argument soit technique, ses défenseurs essaient de démontrer, tout d'abord, qu'une taxe à la consommation a de plus fortes chances qu'un impôt sur le revenu d'aller chercher le même montant d'argent dans la poche de deux personnes qui ont le même revenu sur toute leur vie, puis utilisent ce constat pour conclure que la nouvelle taxe est bel et bien juste. Cependant, même si l'on accepte cet argument technique—ce qui n'est déjà pas chose facile—l'aspect «équité» de l'argument n'est pas convaincant. Il comporte deux éléments. Premièrement, il suppose que la taxation de la consommation mesure le bien-être à long terme plutôt que le revenu.

Permettez-moi de répéter cette phrase: «Il suppose que la taxation de la consommation mesure le bien-être à long terme plutôt que le revenu». M. Brooks poursuit en disant ceci:

Mais la notion que seule l'équité sur la durée de vie totale des gens compte, mais non pas leurs circonstances économiques sur des périodes de temps relativement courtes, n'a que très peu de mérite.

Ceci ne le dit pas, mais que le gouvernement prétende mieux savoir que les citoyens comment ils devraient dépenser leur argent et quand témoigne d'une attitude paternaliste à l'extrême. Ce sont tout de même les citoyens qui sont les meilleurs juges et qui savent quand un besoin réel existe, que ce soit pour leur vie entière ou pour un certain nombre d'années, comme lorsqu'un enfant chéri doit être inscrit dans une école spéciale ou bénéficier d'une aide spéciale pour pouvoir réaliser des objectifs de carrière qui, sans cela, seraient hors de sa portée. M. Brooks poursuit:

Étant donné les changements énormes qui surviennent pendant une vie, qu'ils soient amenés par l'instabilité familiale, par l'insécurité économique, par des changements politiques ou par d'autres éléments d'incertitude, la plupart des gens, ce qui est logique, font des jugements sur leur bien-être économique relatif dans un cadre temporel beaucoup plus court. Il est déjà difficile de comparer les circonstances économiques de deux personnes sur une période d'un an, sans parler de la durée de toute une vie.

Le deuxième élément de cet argument sur l'équité veut que, parce que l'impôt sur le revenu taxe l'économie, il fait une différence entre ceux qui choisissent de consommer dans le présent et ceux qui choisissent d'économiser et de consommer plus tard. Encore une fois, si l'on laisse de côté les difficultés techniques posées par cet argument, l'idée de justice qui le sous-tend est assez ténue. Les revenus en provenance d'économies sont rarement, si même ils le sont jamais, une simple compensation pour une consommation reportée. Dans bien des cas, le revenu en provenance d'économies sera un mélange de revenus en provenance de biens, de capital humain et de chance. Très souvent, par exemple, un investissement réussi dans une entreprise complexe à haut risque exigera un travail de gestion considérable ainsi qu'une bonne dose de chance. Dans la mesure où ce que l'on appelle couramment les «revenus de biens» sont en fait des revenus attribuables à un capital humain et à la chance, ils ne sont pas taxés doublement au titre de l'impôt sur le revenu. D'autre part, même si l'on admet que les revenus en provenance d'économies résultent surtout du simple fait d'être propriétaire, la possession de richesses, pour la plupart des gens, a une valeur non pas uniquement en tant que consommation reportée, mais également en tant qu'acte de consommation en soi. Cela leur offre sécurité, prestige social et pouvoir. Beaucoup de gens préfèrent cette consommation intangible à la consommation tangible. Or, une taxe de vente ne frappe pas pareil acte de consommation.

iii) Améliorer les incitations à travailler

D'aucuns arguent parfois qu'un déplacement vers des taxes à la consommation, ce qui permettra une baisse de l'impôt sur le revenu, amènera une augmentation de l'effort de travail.

Cet argument me pose certains problèmes, ainsi qu'à l'auteur. Il poursuit en disant:

Avec des taux d'imposition moyens et marginaux inférieurs, les travailleurs seront davantage prêts à faire un plus grand nombre d'heures supplémentaires, à assumer davantage de responsabilités et à prendre davantage de risques, et ils seront peut-être amenés à faire des choix de carrière différents. Cet argument s'appuie manifestement sur l'hypothèse que les taux d'imposition ont un effet sur l'incitation à travailler. Théoriquement, des travailleurs pour qui le taux d'imposition serait plus faible souhaiteraient soit travailler moins, étant donné qu'il leur faudrait un revenu moindre pour maintenir leur niveau de vie existant, soit travailler plus fort, puisqu'ils empocheraient plus d'argent, après impôt, pour chaque heure travaillée. Les études empiriques réalisées à ce jour ne permettent guère de déterminer lequel de ces effets l'emporte.

Il s'agit là d'un paragraphe important, car il traite de l'une des hypothèses moralisantes et paternalistes, notamment que l'on peut faire ce que l'on veut aux gens grâce à une forme ou à une autre de taxe. Les Libéraux croient un peu plus en un monde libre; les Tories n'y croient que pour les riches. Je vais vous relire ce paragraphe.

D'aucuns arguent parfois qu'un déplacement vers des taxes à la consommation, ce qui permettra une baisse de l'impôts sur le revenu, amènera une augmentation de l'effort de travail. Avec des taux d'imposition moyens et marginaux inférieurs, les travailleurs seront davantage prêts à faire un plus grand nombre d'heures supplémentaires, à assumer davantage de responsabilités et à prendre